



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Observatoire des Agricultures du Monde

Décennie des
Nations Unies pour
**L'AGRICULTURE
FAMILIALE**
2019-2028



Proposition de programme

Orienter les investissements pour
transformer les exploitations familiales



Observatoire des Agricultures du Monde

Proposition de programme

Orienter les investissements pour
transformer les exploitations familiales

Citer comme suit:

FAO. 2019. *Observatoire des Agricultures du Monde – Proposition de programme. Orienter les investissements pour transformer les exploitations familiales*. [Série.] Rome.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2019



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Cover and back cover photographs (clockwise from top-left):

©FAO/Daniel Hayduk, ©FAO/Joan Manuel Baliellas, ©FAO/Andrew Esiebo, ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/A.K. Kimoto

©FAO/Ado Youssouf, ©FAO/Olivier Thuillier, ©FAO, ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/Giulio Napolitano

Observatoire des Agricultures du Monde

Orienter les investissements pour transformer les exploitations familiales

Domaine du programme	Innovation pour l'agriculture
Intitulé du programme	Observatoire des Agricultures du monde : Orienter les investissements pour transformer les exploitations familiales
ODD	ODD 1, ODD 2, ODD 5, ODD 8, ODD 10, ODD 13, ODD 15, ODD 17
PS/Département et bureau impliqués	PS3, PS2, PS1, PS5 ; Département responsable : Département du climat, de la biodiversité, des terres et des eaux
Formulateurs	Pierre-Marie Bosc, Gyun Bae Joe
Périmètre géographique	Mondial
Résultats attendus, réalisations et impact	<p>Impact: Les exploitations familiales et les familles associées (hommes, femmes et enfants) sont devenues le moteur d'un développement rural durable et résilient au changement climatique, de la prospérité et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale.</p> <p>Résultat : Les stratégies d'investissement et le renforcement des capacités pour la formulation et la mise en œuvre de politiques rurales seront soutenus par les données empiriques générées par un système d'information partagé sur les exploitations familiales.</p> <p>Réalisation 1 : Produire des données empiriques – Des données sur les exploitations familiales, incluant des données ventilées par sexe et par âge, sont disponibles dans 21 pays pour éclairer les processus d'élaboration des politiques et pour contribuer à la préparation de stratégies nationales d'investissement rural.</p> <p>Réalisation 2 : Utiliser les données empiriques pour des politiques – Des projets nationaux soutiennent le renforcement des capacités de formulation de politiques et de stratégies d'investissement. Des observatoires nationaux sont mis en place pour suivre les tendances en matière de transformation et de prise en compte du genre dans les exploitations familiales.</p> <p>Réalisation 3 : Partager / rendre visible ces données empiriques – Une plateforme de connaissance est créée ; sa gouvernance est partagée avec des organisations de la société civile tout au long du programme global.</p>
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les agriculteurs familiaux, incluant hommes, femmes et la jeunesse • Les plateformes régionales et nationales d'agriculteurs familiaux • Les institutions nationales impliquées dans la gestion des données et la formulation de politiques
Partenariats	<ul style="list-style-type: none"> • Plateformes régionales et nationales d'agriculteurs familiaux : l'association des agriculteurs asiatiques (AFA), le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et la Réunion spécialisée du Mercosur sur l'agriculture familiale (REAF) • Réseaux internationaux : AgriCord, la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC), le Forum Rural mondial (WRF) et le Forum Global sur la Recherche et l'Innovation Agricole (GFAR) • Partenaires techniques : Organisations non gouvernementales nationales (ONG), groupes de réflexion, instituts de recherches et universités, le centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'institut de l'élevage français (IDELE), et le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)
Projets associés	Programmes de coopération technique
Calendrier	Cinq ans

Remerciements

Le programme WAW, hébergé par la Division CBL de la FAO, a été restructuré en 2018 avec l'appui du programme stratégique 3 sur la réduction de la pauvreté rurale et dans le cadre de la création du nouveau portefeuille de développement des activités de la FAO.

Nous remercions tout particulièrement Philippe Ankers, David Conte, Katrin Taylor, Olivera Luketic, Giulia Bonanno de Linguaglossa, Vanja Maslovarik et Eduardo Mansur pour leur soutien accordé à Pierre-Marie Bosc et Gyun Bae Joe dans cette restructuration. Cette dernière inclut également la création d'une version FPMIS du présent document, qui intègre un budget global.

Poilin Breathnach a édité le document et Jim Morgan (FAO, CBL) était responsable de la coordination et de la mise en page des publications. La traduction au français a été réalisée par Aimée Kourgansky.



Le défi

La population agricole mondiale fait face à plusieurs défis étroitement liés : elle doit s'adapter au changement climatique, se convertir à des pratiques culturales agroécologiques plus résilientes, et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que le revenu alimentaire. Pour réaliser ces changements importants et gagner en résilience, des investissements au niveau des exploitations sont nécessaires. Les exploitations familiales ont besoin d'investissements adéquats et de cadres politiques appropriés pour s'assurer d'avoir, au long terme, la capacité d'innover. Les structures familiales représentant au moins 90% des exploitations, elles sont le premier pourvoyeur d'emplois au niveau mondial et sont donc un élément clé pour l'emploi.

Les exploitations agricoles, en particulier les exploitations familiales, sont très diverses et disposent généralement d'un capital limité pour investir, à moins de mobiliser leur propre main-d'œuvre (le capital humain). En raison d'un accès inégal aux ressources (naturelles, physiques, sociales, humaines ou financières) la capacité des agriculteurs de s'engager dans différents types d'activités agricoles ou non agricoles varie. Pour être inclusif, l'investissement dans tous les types d'exploitations a besoin d'être mieux ciblé. Afin de ne laisser personne de côté, nous devons approfondir notre connaissance des petites exploitations familiales. Le type d'investissement que nous réaliserons aujourd'hui façonnera les systèmes agricoles de demain.

Les systèmes d'information agricoles actuels présentent des inconvénients qui limitent leur utilisation lors de la formulation de politiques. Les données ne sont pas exhaustives. Nous devons examiner simultanément la structure des ressources des exploitations agricoles, leurs composante sociale (familles, genre et âge), et leur performance (ce qui inclut le revenu non agricole). Par ailleurs, lors de la conception et de la mise en œuvre de tels systèmes de données, les organisations d'exploitants familiaux ne sont pas les décideurs, et n'ont pas d'accès direct à ces ressources.

Résumé du programme

L'Observatoire des Agricultures du Monde (OAM) propose de mettre en œuvre un cadre méthodologique harmonisé pour créer des systèmes d'information cohérents aux niveaux mondial et local, qui fournira des informations adéquates sur la structure et la performance de ces diverses exploitations. Il sera alors possible de développer des ensembles de données permettant de mieux cibler les investissements et d'accompagner les processus de décision politique. La performance des exploitations est évaluée à l'aide d'indicateurs et de variables alignées sur les objectifs de développement durable (ODD). Les plateformes nationales et régionales d'agriculteurs familiaux seront des partenaires clés pour la mise en œuvre de ces systèmes et bénéficieront des informations en résultant.

Le programme proposé inclut 2 volets : d'un côté des projets nationaux, de l'autre un projet de cartographie mondiale des exploitations familiales, qui inclura des données ventilées par sexe (ODD 5). Ces outils d'information contribueront à la mise en œuvre de la décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale (2019-28).



Des projets nationaux seront entrepris dans 21 pays¹. L'OAM fournira à tous les bénéficiaires : (1) Un cadre méthodologique basé sur un ensemble adaptatif de variables et d'indicateurs, incluant des données ventilées par sexe ; (2) des orientations méthodologiques et le renforcement des capacités visant à développer des systèmes d'observatoires nationaux de l'agriculture ; (3) un accès aux réseaux mondiaux de l'OAM et aux organisations partenaires.

Dans le cadre de son projet mondial de cartographie des exploitations familiales, l'OAM fusionnera l'ensemble des jeux de données existants avec de nouvelles données issues des activités nationales, ou fournies par le réseau de partenaires mondiaux de l'OAM. Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, le projet fournira une vue d'ensemble des changements transformationnels en cours au sein des différentes exploitations familiales.

Expertise et avantages comparatifs de l'OAA

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) héberge le secrétariat de l'OAM en tant qu'initiative internationale. L'OAM est soutenu par le programme stratégique 3 sur la réduction de la pauvreté rurale, et a des liens forts avec le programme stratégique 2, qui vise à rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables, le programme stratégique 5, sur l'amélioration de la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise, et le programme stratégique 1, qui cherche à contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

L'OAA est au cœur des systèmes d'information mondiaux sur l'agriculture. Elle fournit des directives générales et nationales, propose des définitions harmonisées à partir des standards, et propose un soutien technique pour leur mise en œuvre. En phase avec la stratégie mondiale visant à améliorer les données agricoles et rurales, l'OAM travaille étroitement avec le département statistique de l'OAA, notamment pour mieux documenter le travail agricole et sa classification. Dès que cela est possible, l'OAM tire également parti des synergies mises en place avec RuLIs, DataPortrait et le programme du recensement mondial de l'agriculture (prochains recensements en Tunisie et à Madagascar par exemple). Afin d'améliorer certaines informations utiles à la réalisation de l'ODD 2², l'OAM participe au groupe de travail « Data Gap », qui comprend la fondation Bill-et-Melinda-Gates, l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), et des donateurs bilatéraux de l'Union européenne (UE) tels que l'Italie, l'Allemagne et le Royaume Uni. L'OAM fournit aussi une perspective complémentaire sur les questions liées au travail, examinant à la fois agriculture familiale et d'entreprise.

Le programme de l'OAM ici proposé, se fondera sur des partenariats solides et renforcera les organisations de producteurs familiaux en améliorant la capacité de création et d'analyse de données. Depuis l'année internationale pour l'agriculture familiale en 2014, l'OAA a développé un centre de connaissances pour l'agriculture familiale. Aux côtés de l'OAA, du Fonds international de développement agricole (FIDA) et

¹ Indonésie, Philippines, Viet Nam, pays producteurs de caoutchouc (Thaïlande, Myanmar, Cambodge), les pays d'Afrique de l'Ouest, représentés par le ROPPA (Burkina Faso, Gambie, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Sénégal et Togo), Tunisie, Madagascar, Mozambique (en collaboration avec le FIDA), Costa Rica, El Salvador, Argentine et Japon

² ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable (<https://sustainabledevelopment.un.org/sdg2>)



d'autres partenaires qui mettent en œuvre la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, la perspective globale proposée par l'OAM constituera un atout majeur.

AgriCord, l'organisme international qui regroupe les agri-agences, continuera de soutenir le partenariat entre les organisations d'agriculteurs et l'OAM. L'OAM bénéficie aussi de programmes de stages de jeunes professionnels de l'OAA, menés en 2018 avec le gouvernement sud-coréen et avec le gouvernement chinois, ce dernier se prolongeant en 2019. L'OAM est actuellement en dialogue ou en contact préliminaire avec des donateurs potentiels, incluant la Finlande, la Suède, la Suisse, l'Italie ou encore Monaco, dans le but mobiliser du soutien pour les projets nationaux. L'Observatoire est aussi en discussion avec l'Agence Française de Développement (AFD) et l'UE pour promouvoir le projet mené conjointement entre l'OAM et le réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA).

Partenariats

Une vision commune et une compréhension de l'avenir de l'agriculture familiale

Pour l'OAM, les partenariats sont une ressource stratégique clé, qui assurera la cohésion du programme proposé. Les parties prenantes internationales, ce qui inclut le Forum Rural Mondial (FRM), la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC), AgriCord, des organisations régionales d'agriculteurs, le forum mondial sur la recherche et l'innovation en agriculture (GFAR), le FIDA et le CIRAD, partagent la même vision de l'avenir de l'agriculture familiale basée sur des définitions et un cadre analytique communs. Eux aussi ont développé des stratégies au sein de leurs domaines d'expertise pour faciliter la formulation de politiques et pour renforcer les organisations d'agriculteurs. Ils reconnaissent également la nécessité d'améliorer la disponibilité des données sur les exploitations afin d'adapter les investissements et les politiques aux différents types d'exploitations.

Réseaux de partenariats

Afin d'élargir l'initiative, l'OAM prévoit de compter sur l'implication de nombreux réseaux interconnectés ce qui, en renforçant les partenariats entre organisations de la Société Civile, gouvernements et le secteur privé, contribuera à l'ODD 17.

Organisations et plateformes régionales d'agriculteurs familiaux

Les organisations d'agriculteurs familiaux et leurs représentants ne font pas partie des systèmes d'information agricole officiels, ils développent donc souvent leurs propres outils. L'OAM a noué des liens étroits avec l'association des exploitants agricoles asiatiques (AFA, une fédération de 20 plateformes nationales d'exploitations familiales en Asie) et avec le ROPPA (une alliance de 13 plateformes nationales d'exploitations familiales en Afrique de l'Ouest). Il prévoit de renouer contact avec le REAF (une plateforme couvrant 7 pays du Mercosur).



©FAO/Soliman Ahmed



©A. Wolstad

Réseaux internationaux et partenaires techniques

- L'agence AgriCord soutient l'OAM depuis 2016. Elle a signé un protocole d'accord avec l'OAA en février 2018, formalisant le partenariat qui inclut l'OAM.
- L'ILC est un réseau d'organisations œuvrant à la sécurisation des droits fonciers des agriculteurs familiaux. C'est un partenaire clé dans la documentation de l'agriculture industrielle et commerciale de grande échelle, qui concurrence directement les exploitations familiales.
- Le WRF est une ONG qui soutient les politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale. Elle a été l'un des principaux défenseurs de l'Année internationale et de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale. Il existe un protocole d'accord avec la FAO qui inclut l'OAM.
- Le CIRAD, en tant que cofondateur de l'OAM, continuera à soutenir le programme en s'appuyant sur son expertise en matière d'enquêtes sur les exploitations familiales, de typologies, d'observatoires et d'aide à la formulation de politiques.
- Le GFAR est un réseau d'entités de recherche agricole, très impliqué dans le soutien aux organisations d'exploitants.
- Le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) est une organisation internationale ayant une expertise approfondie de la région méditerranéenne.
- L'institut français de l'élevage (IDELE) possède une forte expertise dans les systèmes de suivi des exploitations.
- L'institut national de la recherche agronomique est un institut de recherche public français, dédié à la recherche en agronomie et est un partenaire clé dans la gestion des observatoires et l'analyse des données de recensement.

Réseaux nationaux de projets pilotes

Le succès du cadre méthodologique de l'OAM dans 6 pays pilotes a confirmé son potentiel de mise en œuvre dans d'autres pays. Quoique à des rythmes différents, les pays pilotes ont décidé de poursuivre l'initiative et seront impliqués dans des réseaux de partenariats.

- Le ministère de l'agriculture tunisien a créé un observatoire officiel des exploitations de référence, fournissant un cadre juridique permettant d'élargir l'essai local au niveau national. Il a adressé à cet effet une demande officielle à l'OAA.
- En El Salvador, le gouvernement a demandé l'assistance de l'OAA pour développer l'approche de l'OAM au niveau local, afin d'identifier les exploitations familiales ayant mis au point des stratégies d'adaptation efficaces en matière de changement climatique, et d'élargir et de diffuser leurs procédés innovants. Une requête a été adressée par le Ministre en 2019 pour que l'OAA appuie le gouvernement pour établir un observatoire.
- A Madagascar, un programme de coopération technique a été créé pour approfondir l'analyse des différents types d'exploitation.



©FAO/Giulio Napolitano

- Au Vietnam, l'union nationale des exploitants agricoles vietnamiens (VNFU) a préparé une note de concept afin de demander à l'OAM un appui pour établir son propre système de suivi des exploitations agricoles.
- Au Sénégal, la plateforme nationale des agriculteurs, le conseil national de concertation et de coopération des ruraux, a décidé de poursuivre l'initiative après un essai positif dans la région de Casamance et de chercher les moyens de passer à l'échelle nationale.
- Au Niger, l'atelier final a recommandé la création d'un observatoire national des exploitations agricoles.

Liens entre partenaires

Il existe déjà de nombreux liens entre les nombreux partenaires de l'OAA. Le programme proposé tirera parti de ces liens, et en renforcera d'autres selon les besoins.

D'emblée, l'OAM a bénéficié du soutien de l'OAA, du FIDA et du CIRAD, et a reçu l'appui du gouvernement français. Ce soutien devrait se poursuivre après la phase pilote. Le CIRAD par exemple, maintiendra son soutien aux dimensions méthodologiques et opérationnelles du programme, à la fois dans la collecte et l'analyse des jeux de données sur les exploitations et les familles, et dans l'assistance technique. Le CIRAD a aussi mis en place des plateformes de développement et de recherche collaboratives et décentralisées dans différentes régions (22 pays dotés d'un mandat régional), qui peuvent soutenir les partenaires nationaux de l'OAM.

En facilitant l'amélioration de l'accès aux ressources (physiques et financières), les projets du FIDA permettent d'investir au niveau des exploitations. Le FIDA continuera de jouer un rôle pivot au sein du réseau de l'OAM, en développant des liens avec les opérations menées au niveau national.

Les membres de l'OAA ont récemment adopté des stratégies relatives au changement climatique, à l'agroécologie, aux ressources du sol, et à un certain nombre d'autres thèmes pertinents, qui seront intégrées aux projets nationaux de l'initiative. L'OAM et le mécanisme Forêts et paysans ayant en commun le soutien des organisations d'exploitants familiaux, ils collaboreront en partageant leurs compétences en matière d'enquêtes agricoles et de méthodologie typologique, ainsi que leurs outils permettant de suivre l'impact des investissements et politiques.

Les partenaires techniques de l'OAM parmi lesquels figurent notamment l'IDELE (Institut de l'élevage, France <http://idele.fr/>), l'INRA (analyses économétriques du recensement et suivi du développement rural), et le CIHEAM (analyse des politiques publiques et agricoles), soutiennent la mise en œuvre du cadre méthodologique en proposant des sessions de formation et des conseils techniques. Le nouveau programme renforcera ces partenariats en créant des supports de formation en ligne. Cela renforcera l'efficacité des formations classiques. En collaborant avec des membres des organisations de recherche et des structures académiques et de recherche du réseau GFAR, l'OAM développera également de nouveaux partenariats techniques.



Coopération Sud-Sud

Certains pays pilotes ont exprimé la volonté de soutenir leurs pays voisins dans la création de leur propre observatoire national, en mettant en commun leurs connaissances lors de coopérations bi- ou trilatérales. Ce processus pourrait s'appuyer sur la tenue d'ateliers ou encore sur la réplique de projets existants. Comme indiqué dans la partie « mise à l'échelle » du document, l'OAM s'appuiera par exemple sur son expérience en Tunisie pour stimuler le développement d'observatoires au Proche Orient et en Afrique du Nord, où l'OAA conduit actuellement une initiative auprès des exploitations agricoles familiales de petite taille. Il pourrait être intéressant de répliquer ce processus au Maroc, en Egypte, au Soudan et en Iran.

Pour développer des synergies, en Amérique centrale, un atelier régional pourrait être organisé, s'appuyant à la fois sur le projet pilote de l'OAM à El Salvador et sur l'initiative régionale des « Registres de l'Agriculture Familiale ». Cela contribuerait à faire avancer l'initiative de l'OAM au Costa Rica (pays dans lequel l'OAA est en contact permanent avec l'Université du Costa Rica et la plateforme nationale pour l'agriculture familiale) et au Nicaragua (où l'OAM a produit une typologie préliminaire fondée sur le recensement national). Le projet pilote au Viêt-Nam et le nouveau projet en cours d'élaboration avec l'organisation nationale VNFU pourraient servir de plaque tournante pour le partage des connaissances et des expériences en Asie du Sud-Est.

Parties prenantes et principaux bénéficiaires

Outre les gouvernements, les principaux bénéficiaires de l'initiative seront les organisations d'exploitants familiaux et les exploitants familiaux eux-mêmes (hommes, femmes et enfants). Grâce aux données collectées, ils récolteront les fruits de politiques d'investissement adaptées à leur type d'exploitation. En raison de l'importance stratégique des organisations d'exploitants familiaux, l'OAM a tenu des ateliers nationaux et régionaux en partenariat avec le ROPPA en Afrique et en Asie en septembre 2017, juillet 2018 et mai 2019, avec Pakisama Philippines (une fédération nationale d'organisations paysannes) en novembre 2017, et avec l'AFA en mai 2018. L'OAM continuera d'organiser chaque année des ateliers dans des régions choisies, afin de partager ses apprentissages et d'accroître la sensibilisation.

Les institutions nationales impliquées dans le processus politique et la gestion des données publiques, profiteront également du programme. L'OAM vise une audience plus vaste grâce à son initiative mondiale de cartographie des exploitations familiales. Cette dernière a pour but de sensibiliser la population mondiale en fournissant un accès à des données sur l'importance et la contribution mondiale des exploitants familiaux. La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale sera l'opportunité pour l'OAM de développer du matériel de communication adapté, incluant des vidéos courtes, permettant aux exploitants familiaux de s'exprimer.

Pour l'OAM, les plateformes de recherche et les réseaux académiques représentent aussi l'opportunité de développer de nouveaux projets. En effet, ceci est déjà le cas en Thaïlande, où l'OAM collabore avec



©FAO/Hoang Dinh Nam



©FAO/Andrew Esiebo

la plateforme de recherche sur l'hévéa (HRPP)³ pour développer un projet régional en Thaïlande, au Myanmar et au Cambodge. Au Japon, des réseaux académiques se sont associés à des organisations de la société civile pour participer à la campagne de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, et contribueront au développement de l'OAM. En Argentine, l'Institut interaméricain de coopération pour l'Agriculture (IICA), associé à l'Institut national de technologie agricole (INTA) construiront une solide base de connaissances, permettant le développement d'un observatoire national des différents types d'exploitations.

Résultats attendus

Impact : Les exploitations familiales et les familles associées (hommes, femmes et enfants) deviennent les moteurs d'un développement rural durable et résilient au changement climatique, de la prospérité et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale.

Résultat : Les stratégies d'investissement et le renforcement des capacités pour la formulation et la mise en œuvre de politiques rurales seront soutenus par les données empiriques générées par un système d'information partagé sur les exploitations familiales.

Réalisations attendues : 3 réalisations sont attendues :

- 1. Produire des données empiriques** – Des données sur les exploitations familiales, incluant des données ventilées par sexe et par âge, seront disponibles dans 21 pays pour éclairer les processus d'élaboration des politiques et pour contribuer à la préparation de stratégies nationales d'investissement rural.
- 2. Utiliser les données empiriques pour des politiques** – Des projets nationaux soutiendront le renforcement des capacités de formulation de politiques et de stratégies d'investissements et de programmes, qui augmenteront la contribution des exploitations familiales à l'économie, amélioreront la compétitivité de ces structures, et le bien être des exploitants familiaux. Des observatoires nationaux seront mis en place pour suivre les tendances en matière de transformation et de prise en compte du genre dans les exploitations familiales.
- 3. Partager** / rendre visible ces données empiriques – Une plateforme de connaissance sera créée et sa gouvernance sera partagée avec des organisations de la société civile. Le projet de cartographie des exploitations familiales a pour but de construire une compréhension commune de la situation mondiale de l'agriculture familiale et de documenter les transformations locales. Des rapports périodiques sur le paysage mondial de l'agriculture familiale seront préparés et publiés.

³ HRPP est une plateforme franco-thaï dédiée à la recherche et la formation supérieure sur les plantations de caoutchouc et le caoutchouc naturel. (<http://hrpp.ku.ac.th/>).



©Benedicte Kurzen/NOOR for FAO



©Psp Boret/NOOR for FAO



©FAO/Plus Utoni Ekpe

Activités du programme

Voir l'annexe I (cadre logique de l'OAM) pour une répartition plus détaillée des activités par résultat.

Elaborer des bases de données consolidées en analysant les informations existantes et en ayant recours à des enquêtes sur les exploitations familiales

En utilisant le cadre de l'OAM, les équipes nationales procéderont d'abord à un examen national des systèmes d'information existants et disponibles sur les exploitations et les ménages afin d'identifier les lacunes actuelles en matière d'information sur les exploitations familiales. Une fois ces lacunes identifiées, le secrétariat de l'OAM soutiendra les parties prenantes nationales dans la conduite d'enquêtes de terrain via l'adoption de son cadre méthodologique lorsque cela est approprié. Les résultats seront transmis aux observatoires nationaux des pays en question.

Mise en œuvre de projets nationaux

A travers la mise en œuvre de projets nationaux, les équipes nationales de l'OAM utiliseront les jeux de données consolidées produites lors de la première réalisation pour créer des solutions adaptées visant à soutenir l'investissement dans le domaine de l'agriculture familiale, afin de la rendre plus durable et plus résilient au changement climatique (ODD13). La solution comprendra des stratégies commerciales et d'investissement pour chaque type d'exploitation familiale, ainsi qu'une assistance pour renforcer la capacité d'élaboration de politiques en milieu rural. Le secrétariat de l'OAM aidera également les pays à créer leurs propres observatoires nationaux pour analyser et suivre les tendances évolutives de la structure des exploitations familiales. Dans l'ensemble, le programme contribuera à la réalisation de l'ODD 8, (travail décent et croissance économique), en soutenant les exploitants familiaux, et également de l'ODD 10, en ciblant les investissements sur certains types d'exploitations et en portant particulièrement attention aux structures les moins dotées.

Mettre en place le projet global de cartographie des exploitations familiales afin de créer une compréhension commune des différents visages de l'agriculture familiale dans le monde et pour documenter les transformations locales

L'OAM réunira des données et des informations à partir des systèmes d'information actuels, des résultats des projets nationaux et des partenaires de l'OAM. Il publiera des rapports périodiques sur l'état des lieux de l'agriculture familiale, dans le but de contribuer à une meilleure compréhension de la situation des exploitations familiales dans le monde et documentera les tendances locales de transformation, en portant une attention particulière aux initiatives familiales, innovantes et favorables à l'égalité des sexes.



©FAO/Jake Salvador



©FAO/Believe Nyakudjara

Développer un système d'information sur les dynamiques transformationnelles des exploitations familiales et les publier sur une plateforme web collaborative

La communauté liée à l'OAM gèrera et harmonisera le processus de collection collective des données grâce à sa plateforme web, et utilisera l'expertise de l'OAA et du réseau académique pour assurer sa qualité. Les jeux de données seront compilés à divers niveaux (allant du niveau local au niveau national) et serviront la typologie des exploitations développée selon le cadre de l'OAM. Pour encourager les parties prenantes du programme à participer de manière plus proactive à la vie de la plateforme web, des ateliers régionaux seront organisés chaque année. Des voyages d'études entre pays du sud et des ateliers pourraient également être organisés selon les besoins.

Questions transversales

Les défis actuels auxquels l'agriculture est confrontée vont bien au-delà de la dimension sectorielle. Ils se répartissent en trois grandes catégories : (1) changement climatique, (2) changement de paradigme des modèles d'exploitation agricole vers une plus grande dépendance vis-à-vis des approches agro-écologiques et (3) les formes sociales de production. Ces défis s'ajoutent aux défis de l'agenda mondial dans les domaines tels que l'égalité des sexes, l'emploi des jeunes, l'autonomisation des organisations d'exploitants agricoles et l'autosuffisance alimentaire.

Tout au long du débat, les exploitations familiales, qui produisent la majeure partie de la production agricole mondiale, se sont montrées capables de faire face aux risques et incertitudes grâce à leur flexibilité. Elles sont aussi plus habiles que les grandes plantations et les grandes entreprises pour produire de manière durable. Elles fournissent également plus d'emplois par hectare que n'importe quelle exploitation commerciale. Toutefois, elles restent plus vulnérables vis-à-vis des challenges cités plus haut. En conséquence, elles ont besoin d'investir. Comme elles disposent de ressources limitées, elles ont besoin de soutien pour cibler les types d'investissements les plus pertinents pour elles. Pour ce faire, des données actualisées et précises sur la structure des exploitations (capitales) et sur les résultats des activités agricoles ou diversifiées (performance) sont requises.

Pour aider les exploitations familiales à accroître leur capacité et leur permettre de s'aligner sur les thèmes majeurs inscrits aux agendas nationaux et globaux, l'OAM recommande l'utilisation de son approche unique, qui donne du pouvoir et une voix aux organisations d'exploitants agricoles. L'OAM considère cette approche comme un moyen efficace d'améliorer la gouvernance du secteur agricole et de conduire à des politiques et investissements appropriés. Le cadre méthodologique de l'OAM accorde une attention particulière à la dimension sociale de l'agriculture. L'autosuffisance des exploitations familiales (ODD2) ou l'organisation des familles (genre, génération, jeunesse) (ODD5) feront ainsi partie des aspects traités par le cadre.

L'auto-provisionnement, qui peut prendre différentes formes (conservation d'une partie des récoltes pour l'utilisation familiale ou celle de la communauté ; création de potagers par les membres de la famille dédiés à la consommation personnelle), est un dispositif de protection efficace en cas d'incertitude sur les marchés.



Ces potagers personnels jouent un rôle critique dans la sécurité alimentaire, et augmentent très souvent le niveau nutritionnel du régime alimentaire des familles (arbres fruitiers, légumes, légumineuses, petit bétail, etc.). Afin d'orienter au mieux ces investissements et d'assurer l'inclusion de tous, les pays et les organisations d'exploitants familiaux ont besoin de données utilisant une typologie actualisée des exploitations agricoles, basée sur la répartition actuelle des capitaux. De toute évidence, la taille ne peut être la seule variable considérée. Grâce à des mécanismes participatifs, la typologie aidera à identifier les meilleures façons de réaliser des investissements ciblés et inclusifs.

Modalités de mise en œuvre et de gestion

Gouvernance inclusive

À la suite de la phase pilote, le comité directeur de l'OAM a demandé au secrétariat de l'OAM de repenser l'organisation du programme afin de tirer davantage parti de l'expertise des réseaux fondateurs existants et de développer des partenariats stratégiques. Afin d'élargir et d'approfondir le partenariat, le secrétariat de l'OAM estime que le prochain comité directeur de l'OAM devrait inclure, outre les membres fondateurs, des partenaires internationaux, des représentants des plateformes régionales d'exploitants familiaux et des représentants régionaux de l'OAM, en contact direct avec les gouvernements.

Coordination mechanisms

Le secrétariat de l'OAM dirigera et coordonnera la mise en œuvre des futurs observatoires nationaux, en fournissant la méthodologie requise, et en guidant les pays et leurs organisations dans la conception de nouveaux systèmes d'information basés sur les différents types d'exploitations. Il coordonnera l'initiative à la fois au sein des pays et des régions, et entre eux. Cela inclut des mises à niveau méthodologiques, la capitalisation de l'information, la communication, et l'appui à la mobilisation des ressources.

Pour plus d'efficacité, le secrétariat de l'OAM s'appuiera sur ses réseaux partenaires, qui partagent les mêmes principes, le même cadre conceptuel, et les mêmes directives opérationnelles. L'OAM développera également des groupes techniques nationaux. Il commencera à petite échelle, et les transformera progressivement en groupes de travail techniques de plus grande ampleur. Ces groupes seront essentiels pour assurer la durabilité du programme.

Collaborations

L'OAM élargira ses relations existantes avec ses partenaires internationaux. De nouvelles collaborations avec des projets nationaux du FIDA aideront d'un côté à renforcer les systèmes d'informations existants et fourniront de l'autre, un retour sur l'efficacité des projets du FIDA.



Modalités de mise en œuvre et de gestion

La plupart des activités impliquera la participation de partenaires et de fournisseurs de services. L'OAM définira les conditions de financement et les conditions contractuelles appropriées, conformément aux procédures de l'OAA. Sur le plan opérationnel, le secrétariat de l'OAM fonctionnera avec un personnel restreint.

Pour mettre en œuvre ce programme, le secrétariat de l'OAM renforcera ses liens avec les bureaux régionaux de l'OAA (Asie et Pacifique, Afrique, Amérique Latine et Caraïbes, Proche Orient et Afrique du Nord, Europe et Asie Centrale), les initiatives régionales (notamment celles axées sur l'agriculture familiale) et les représentations. Certaines de ces relations sont actuellement plus fortes que d'autres. Elles sont plus stables dans les pays pilotes et plus inégales ailleurs. Au cours du second semestre de 2018, le secrétariat de l'OAM prendra des mesures pour assurer une communication adéquate avec les bureaux régionaux et les représentations de l'OAA.

Rôles des partenaires

En 2018, l'OAM lancera la mise en place de groupes de travail technique nationaux dans les pays pilotes. Ces groupes de travail technique réuniront les dirigeants des organisations d'exploitants, des représentants des gouvernements et des experts d'ONG, afin de partager, examiner, discuter, hiérarchiser et élaborer des plans de travail conjoints et des propositions de projets. Même si des contributions externes pourraient être requises pour lancer le processus, les groupes renforceront la capacité des pays de développer le projet d'une manière durable.

L'OAM adoptera et reposera sur le principe d'apprentissage « entre pairs ». Dès que le personnel et les dirigeants d'une organisation auront développé leur propre système d'information, ils aideront l'OAM à se développer en participant et en organisant des ateliers régionaux pour d'autres acteurs.

Ces groupes bénéficieront du soutien du réseau d'experts de l'OAM, d'ONG, de groupes de réflexion et d'universitaires participant tous à la production de données empiriques sur les exploitations et les familles. Avec le soutien des scientifiques du CIRAD, l'OAM utilisera et adaptera les questionnaires produits par la Banque mondiale dans le cadre du projet RuralStruc (Mexique, Nicaragua, Maroc, Kenya, Sénégal, Mali et Madagascar) aux requêtes spécifiques. Les institutions de recherche et les organisations impliquées dans la phase initiale d'étude préliminaire de l'OAM telles que l'institut d'économie Rurale du Mali, l'IICA en Argentine, l'Institut de politique et de stratégie pour l'agriculture et le développement rural au Viet Nam et l'INRA en France seront aussi mobilisées. L'université de Lund et le réseau Afrint d'universités d'Afrique orientale, australe et occidentale pourraient aussi participer. Le soutien de la Division ESS de l'OAA ainsi que le large éventail de chercheurs potentiellement impliqués assurera la qualité des données produites.

Stratégie et méthodologie

Les activités proposées par ce programme visent à définir des stratégies d'investissements adaptables aux divers besoins des petites exploitations familiales. A travers sa stratégie de mise en œuvre, l'équipe de l'OAM au siège de l'OAA, veillera à ce que l'appui local suive les orientations méthodologiques, afin d'établir



un système d'information harmonisé au niveau international. Les directives méthodologiques sont déjà disponibles et seront utilisées pour développer des supports de formation appropriés.

Les activités visant à accroître la durabilité des politiques d'investissement seront coordonnées à l'échelle mondiale. Les organisations d'exploitants et les autres parties prenantes des groupes de travail technique recevront une formation décentralisée afin de minimiser les coûts liés à l'embauche d'experts internationaux.

Capitalisation et communication dans les médias sociaux

L'OAM devra capitaliser sur la diffusion d'informations et sur la communication sur les réseaux sociaux afin (1) d'instaurer des liens plus forts avec les membres du réseau de l'OAM et (2) d'améliorer la communication avec la communauté de donateurs. Du personnel qualifié sera nommé afin de faire de la communication un outil pouvant être utilisé pour renforcer et élargir la mobilisation des ressources.

Le projet de cartographie des exploitations agricoles familiales, basé sur les activités nationales, jouera un rôle majeur dans l'agrégation des données et la promotion de l'agriculture familiale à travers le monde. Si l'OAM et son réseau de partenaires obtiennent le soutien dont ils ont besoin, ils seront alors en mesure de produire des informations actualisées sur les politiques d'investissement et les réalisations en matière d'agriculture familiale lors de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale.

Mobilisation des ressources

La mobilisation des ressources et la sensibilisation au niveau mondial seront l'une des responsabilités de l'OAM, organe coordinateur du programme. Toutefois, le secrétariat de l'OAM encouragera la mobilisation des ressources régionales et nationales et fournira un appui méthodologique.

Mise à l'échelle et durabilité

Mise à l'échelle

Sur la base des développements dans les pays pilotes et du soutien reçu de divers réseaux, le secrétariat de l'OAM a déjà commencé à élaborer des notes conceptuelles et des contrats avec diverses parties prenantes dans un certain nombre de pays, incluant l'Indonésie et les Philippines. En Afrique, le ROPPA entend ajouter une approche quantitative à ses observatoires de 8 pays (Burkina Faso, Gambie, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sénégal et Togo). Le lancement du site web stimulera le processus d'identification de nouveaux pays et régions dans lesquels le cadre pourrait être développé et intégré.

En élargissant son périmètre géographique et via sa plateforme web, l'OAM renforcera également sa connaissance des exploitations familiales, et de leur typologie. Lorsque cela est possible, la plateforme réunira des données nationales (issues de la division statistique de l'OAA) et des données ventilées par sexe et par âge récoltées dans le cadre des projets nationaux de l'OAM ou fournies par les partenaires (crowd sourcing).



Durabilité

L'OAM vise à combler l'écart entre systèmes d'informations existants et informations dont les organisations d'exploitants ont réellement besoin pour développer leurs propres systèmes. Le développement des capacités des organisations d'exploitants est une pierre angulaire de l'initiative menée par l'OAM. Au sens large, cela recouvre : (1) l'utilisation des sources de données existantes et l'identification des écarts d'information ; (2) la collecte de données de qualité, le nettoyage des données et la gestion de la base de données ; (3) l'élaboration d'une typologie d'exploitation basée sur les capitaux et des critères de performance ; et (4) l'échange avec des bases de données focalisées sur d'autres domaines, tels que la protection sociale, le genre ou l'âge.

Pour développer une telle capacité, le programme débutera par les compétences organisationnelles existantes et confiera la formation aux consultants nationaux ou internationaux. Parmi les critères de sélection des consultants, on retrouvera l'appartenance à une organisation stable qui puisse fournir un soutien à long terme.

Estimation budgétaire

L'initiative de l'OAM est pensée comme un fond financier multi donateur visant à mobiliser un investissement de 40 millions de dollars sur cinq ans pour une mise en œuvre dans des pays sélectionnés et au niveau mondial. Dans les pays et régions concernés, les programmes de coopération technique font partie de la stratégie de financement afin d'étendre la couverture territoriale, d'assurer la stabilité financière du programme et de contribuer au budget de l'exercice biennal de l'OAA.

Statut ou origine des projets dans les pays bénéficiaires

L'origine de la proposition de projet varie d'un pays à l'autre et est liée aux étapes initiales de l'initiative dans les pays pilotes, ainsi qu'aux réseaux qui soutiennent les activités de l'OAM.

Lors de l'atelier final, les pays impliqués dans la phase pilote (El Salvador, Madagascar, Tunisie, Niger, Sénégal) ont souligné la nécessité de développer un observatoire de la typologie des exploitations agricoles, allant des exploitations familiales aux exploitations agricoles commerciales. Des propositions de projets de coopération techniques sont en cours d'élaboration afin d'étendre les travaux des programmes pilotes en Tunisie, à Madagascar et au El Salvador.

Le développement de tels observatoires est motivé par l'absence actuelle de système d'information permettant de documenter le statut des différents types d'exploitations au niveau national et régional. L'approche et le cadre conceptuel de l'OAM combleront ce déficit. Au terme de la phase pilote, les pays participants ont souligné l'importance du rôle de l'OAA. Cette dernière devrait coordonner le programme à l'échelle mondiale.



Dans certains pays, comme Madagascar, le programme fait déjà partie du Cadre de programmation nationale de l'OAA. Dans d'autres, comme le Viet Nam, El Salvador ou encore la Thaïlande, le programme est en harmonie avec les résultats attendus des cadres de programmation nationaux existants. Plus largement, le programme aura un rôle essentiel dans le soutien et le suivi de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, décennie au cours de laquelle l'OAA et le FIDA joueront un rôle moteur.

Les réseaux d'organisations d'exploitants agricoles soutenant l'OAM se révèlent être de nouvelles façons innovantes de développer des systèmes d'information détenus et gérés par les réseaux eux-mêmes. Sur le plan stratégique, il est important que le programme de l'OAM renforce ces alliances, car elles possèdent une connaissance approfondie de leurs membres : individus, nombre, localisation géographique, type d'activité agricoles et caractéristiques (moyens de subsistance, niveaux de production, revenu).

L'accès à ces informations et leur contrôle seront un atout essentiel pour ces organisations dans la gestion de leurs activités stratégiques et opérationnelles. Cela leur permettra de :

- Fournir des chiffres précis afin de soutenir leurs revendications collectives et d'accroître leur influence lors des négociations avec les gouvernements et le secteur privé (des données empiriques de qualité sont un atout en l'absence de données plus complètes sur les types d'exploitations)
- Mieux cibler le soutien à leurs membres, et
- Suivre et évaluer les effets des politiques de soutien provenant du secteur public ou des organisations elles-mêmes

AgriCord a fortement soutenu le processus et l'interaction avec l'alliance s'est accrue. La coopération a débuté lors de la phase pilote et s'est récemment développée, lorsque l'OAM a été invitée à participer à des conférences clés (pour plus d'informations, consulter la partie sur les parties prenantes et les principaux bénéficiaires). Cela a conduit à plusieurs activités de formulation de projet avec différentes organisations agricoles :

- Un projet de soutien aux observatoires du ROPPA pour développer des systèmes d'information quantitatifs sur l'agriculture familiale a fait l'objet d'une note de cadrage en juillet 2019.
- Un projet visant à aider les ONG indonésiennes et le gouvernement à mettre au point un système d'information sur les producteurs indépendants d'huile de palme en Indonésie. Une requête officielle a été formulée auprès de la FAO par le Ministère de l'Agriculture.
- Un projet de surveillance et de suivi permettant de documenter les progrès agroécologiques fait aux Philippines avec PAKISAMA (Note de concept en cours)
- Un système d'information pilote dans 6 régions représentant la diversité des zones agro écologiques du Viet Nam avec le VNFU
- Un contact initial avec le réseau des exploitants du Laos, et
- Un projet régional qui pourrait émerger de la collaboration avec l'AFA, sur le pilotage de stratégies d'investissement pour aider les exploitations asiatiques à s'adapter au changement climatique.



La collaboration avec le Mécanisme Forêts et Paysans est en cours et sera renforcée pour accroître nos synergies.

Le FIDA mobilise aussi du soutien en faveur de l'OAM à travers certains de ses programmes dans les pays. Une proposition a été élaborée dans le cas du Mozambique et pourrait être reproduite dans d'autres pays.

Comme le statut et l'origine des projets varient d'un pays à l'autre selon la dynamique des programmes, la formulation des projets et leur mise en place, des ateliers régionaux de partage d'expériences joueront un rôle clé dans l'élargissement de l'initiative de l'OAM. Chaque année, un atelier régional sera organisé dans une région choisie (Asie, Amérique centrale, Afrique, Europe Centrale...) afin de soutenir la sensibilisation, l'inclusion de nouveaux pays dans le processus, et le renforcement de l'OAM à travers de nouveaux projets. Ils se concentreront sur les apprentissages de l'OAM, le cadre organisationnel de l'OAA (programmes stratégiques, réseaux techniques, initiatives régionales etc) et les divers réseaux soutenant l'OAM.

References

AgriCord. 2019. AgriCord. [online]. Rome. [Cited 07 October 2019]. <https://www.agricord.org/en>

FAO. 2019. The U.N. Aims to Unite Efforts for the Decade of Family Farmers. In: *Family Farming Knowledge Platform* [online]. Rome. [Cited 07 October 2019]. <http://www.fao.org/family-farming/detail/en/c/1099026/>

Global Strategy. 2019. *Global Strategy Improving Agricultural & Rural Statistics*. [online]. Rome. [Cited 07 October 2019]. <http://gsars.org/en/>

Annexe I. Cadre logique de l'OAM (log frame)

Chaine de résultats	Indicateur	Référentiel	Objectif	Moyen de vérification	Suppositions
Impact: Les exploitations familiales (hommes, femmes et enfants) deviennent le moteur d'un développement rural durable et résilient au changement climatique, de la prospérité et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale.					
Résultat : Les stratégies d'investissement et le renforcement des capacités pour la formulation et la mise en œuvre de politiques rurales seront soutenus par les données empiriques générées par un système d'information partagé sur les exploitations familiales.					
Activité 1 : Produire des données empiriques Des données sur les exploitations familiales, incluant des données ventilées par sexe et par âge, sont disponibles dans 21 pays pour éclairer les processus d'élaboration des politiques et pour contribuer à la préparation de programmes et stratégies nationales d'investissement rural.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de jeux de données consolidés, incluant des données ventilées par sexe et âge, sur les exploitations familiales à différents niveaux (local à national) 	0	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de jeux de données consolidés concernant les exploitations familiales à différents niveaux 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de jeux de données consolidés concernant les exploitations familiales à différents niveaux 	1.1: Accord de partage de données sur les exploitations conclu avec chaque gouvernement national ou local
Activités 1.1: Des examens nationaux des systèmes d'information existants sont menés au niveau de l'exploitation et des ménages et les données sont analysées pour identifier les lacunes en matière d'information.					
Activités 1.2: Les données (qualitatives et quantitatives) sur les exploitations familiales sont collectées grâce à des enquêtes aux niveaux national et régional, sont ensuite consolidées avec les données existantes à l'aide du cadre méthodologique de l'OAM et sont enfin transmises à l'observatoire national.					
Activité 2 : Utiliser les données empiriques pour des politiques Des projets nationaux soutiennent le renforcement des capacités de formulation de politiques et de stratégies d'investissements et de programmes, qui augmenteront la contribution des exploitations familiales à l'économie, amélioreront la compétitivité de ces structures, et le bien être des exploitants familiaux. Des observatoires nationaux sont mis en place pour suivre les tendances en matière de transformation et de prise en compte du genre dans les exploitations familiales.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de rapports mondiaux produits concernant la cartographie des exploitations familiales (incluant des données ventilées par sexe et par âge lorsque cela est possible) Nombre d'observatoires nationaux opérationnels transmettant les résultats du suivi des exploitations familiales à la base de données de l'OAM Nombre de rapports mondiaux produits concernant la cartographie des exploitations familiales (incluant des données ventilées par sexe et par âge lorsque cela est possible) 	0	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays ayant élaboré une proposition d'investissement stratégique Nombre d'observatoires nationaux opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de propositions d'investissement stratégiques Nombre de rapports de suivi périodiques reçus par le siège de l'OAM 	2.1: Accord entre les parties prenantes pour définir les besoins en stratégies d'investissement diversifiées 2.2: Accord sur la création d'une fonction d'observatoire national au sein d'entités partenaires (ou bénéficiaires)
Activité 2.1: La contribution économique actuelle et future des exploitations agricoles est quantifiée (revenu, emploi, production alimentaire, impact environnemental, biodiversité).					

Chaine de résultats	Indicateur	Référentiel	Objectif	Moyen de vérification	Suppositions
Activité 2.2: Des solutions sur mesure, des plans d'investissement et d'entreprise sont élaborés pour chaque catégorie d'exploitation familiale (des options de diversification agricole et non agricole seront aussi incluses).					
Activité 2.3: L'évolution structurelle des exploitations familiales est analysée et suivie grâce à des observatoires nationaux.					
Activité 2.4: Des ateliers de formation à l'intention des principales parties prenantes sont organisés afin de renforcer les capacités de collecte et d'analyse de données et de création d'observatoires nationaux.					
Activité 3 : Partager/rendre visible ces données empiriques Une plateforme de connaissance est créée et sa gouvernance est partagée avec des organisations de la société civile. Le projet de cartographie des exploitations familiales a pour but de construire une compréhension commune de la situation mondiale de l'agriculture familiale et de documenter les transformations locales.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de rapports mondiaux produits concernant la cartographie des exploitations familiales (incluant des données ventilées par sexe et par âge lorsque cela est possible) • La plateforme web de l'OAM est opérationnelle et en ligne • Nombre de parties prenantes affiliées à la plateforme de l'OAM 	0	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de rapports mondiaux produits concernant la cartographie des exploitations familiales • La plateforme web de l'OAM est opérationnelle et en ligne • Nombre de parties prenantes actives participant à la plateforme 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de rapports mondiaux téléchargés sur la plateforme web • Site web de la plateforme de l'OAM • Nombre de parties prenantes actives participant à la plateforme 	3.1 Un comité de pilotage incluant des organisations de la société civile existe et est fonctionnel 3.2 Accord entre les parties prenantes pour alimenter les données et informations 3.3: Développer une plate-forme pour regrouper différents types de parties prenantes (organisations d'agriculteurs, universités, gouvernement, ONG)
Activité 3.1: Tisser des liens avec les organisations paysannes, les instituts de recherche, les universités et le secteur privé.					
Activité 3.2: Développer un système d'information sur la dynamique de transformation des différentes exploitations (familiales ou commerciales) en mettant en œuvre le projet mondial de cartographie des exploitations familiales.					
Activité 3.3: Organiser des ateliers de formation régionaux (annuels) et des voyages d'étude entre pays du Sud (selon les besoins).					
Activité 3.4: Développer et gérer une plate-forme Web de partage d'informations.					
Activité 3.5: Des ateliers de formation sont organisés pour que les principales parties prenantes puissent partager leurs expériences en matière de production de données et de gestion des différents types d'exploitations agricoles, afin d'élargir l'initiative OAM aux pays voisins.					

Annexe II. Alignement et complémentarité stratégique

L'agriculture se transforme rapidement et les défis auxquels les agriculteurs sont confrontés vont bien au-delà du secteur agricole. Nous avons besoin de nouveaux outils et approches intégrés afin de lutter contre le changement climatique, de réduire la pauvreté et de créer des systèmes agricoles durables. Nous devons également aider d'une manière inclusive l'ensemble des parties prenantes (personne ne doit être laissé pour compte) à relever ces défis.

La proposition de programme couvre 21 pays. L'OAM a déjà contribué à la création de moyens nationaux de renforcement des capacités en Tunisie, au Niger, au Sénégal, en El Salvador, au Viet Nam et à Madagascar. Il s'est engagé dans un travail de fond vis-à-vis des jeux de données existants dans plusieurs autres pays, et est impliqué aux côtés d'organisations nationales et régionales d'exploitants agricoles des Philippines, du Nicaragua, de Madagascar, du Viet Nam, du Costa Rica, de l'Indonésie, du Cambodge, du Myanmar, de l'Argentine et d'autres, dans diverses phases de formulation des projets.

Cette proposition de programme contribuera au programme stratégique 3 visant à réduire la pauvreté rurale. Ses résultats techniques au niveau des exploitations pourraient aussi intéresser au moins deux autres programmes : le PS 1 qui cherche à contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et le PS 2 qui vise à rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables. Il améliorera aussi la résilience des moyens d'existence des foyers ruraux (SP5).

La réduction de la pauvreté nécessite l'adoption d'une approche large. Des questions multidimensionnelles touchant de multiples secteurs doivent être examinées et des stratégies tenant en compte de la diversité des foyers et des individus doivent être développées.

A travers son programme stratégique n°3, l'OAA apporte déjà son appui à plusieurs pays et partenaires dans le but de :

- Mettre en œuvre des politiques et stratégies globales de réduction de la pauvreté rurale, notamment dans les domaines de l'agriculture et des systèmes alimentaires, du changement climatique, des migrations, de la protection sociale et de l'emploi ;
- S'attaquer aux contraintes structurelles auxquelles sont confrontés les petits producteurs pauvres – agriculteurs, pêcheurs, forestiers et éleveurs – pour qu'ils puissent accéder aux ressources, aux services et aux marchés et les contrôler ;
- Créer des emplois décents hors des exploitations pour les pauvres du secteur agricole et / ou de l'économie rurale non agricole ;
- Renforcer les institutions et le dialogue ruraux pour réduire la pauvreté rurale ; et
- Autonomiser les populations rurales pauvres en renforçant la participation politique, la connaissance et la protection de leurs droits.

Grâce aux liens directs que nous établissons entre la production de données et les investissements aux niveaux des exploitations et des ménages, notre proposition contribue au résultat 4 du PS3, concernant les « capacités renforcées ». Nous estimons que les changements nécessaires dans les secteurs agricoles et ruraux pour atteindre l'ODD1 – éliminer la pauvreté sous toutes ses formes, partout dans le monde – nécessitent des ensembles de données opérationnelles, de sorte que les politiques d'investissement puissent être orientées vers tous les types d'unités agricoles, y compris les petites exploitations familiales.

L'OAA et ses bureaux régionaux joueront un rôle clé dans la liaison avec les gouvernements et les parties prenantes. Dans certains pays, ces liens ont déjà été établis lors de la phase pilote et par la mise en place d'observatoires (au Niger, à Madagascar et au Sénégal, par exemple). Dans les prochains pays participant au programme, ces liens seront renforcés par le biais de consultations sur la formulation de projets. Des liens opérationnels seront établis avec les initiatives régionales concernant l'agriculture familiale en Amérique latine (Agriculture familiale et systèmes alimentaires inclusifs pour un développement rural durable), au Proche-Orient et en Afrique du Nord (Agriculture familiale à petite échelle pour un développement inclusif au Proche-Orient et en Afrique du Nord) et au sein de l'UE (Donner aux petits exploitants et aux exploitations familiales les moyens d'améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et de réduire la pauvreté). Des synergies doivent également être développées entre l'OAM et les registres des exploitations familiales dans divers pays.

Annexe III: Risk management

Le tableau suivant présente les risques auxquels l'OAM pourrait faire face et ses plans d'atténuation associés.

Risque	Impact	Probabilité	Réponse
Faible prédisposition constitutionnelle des différentes parties prenantes à donner accès à des informations, y compris des micro-données de recensements agricoles	Affaiblissement de la qualité du diagnostic et de l'analyse, entravant le renforcement du système d'information avec une interopérabilité des données limitée	Faible à moyenne	En ce qui concerne les micro-données de l'enquête structurelle, les données issues du recensement de la population et de l'enquête auprès des familles sont énumérées dans le document d'accord comme une condition préalable, et doivent faire strictement référence aux pratiques légales et coutumières en vigueur dans le pays.
Absence d'accord entre les pays partenaires sur l'orientation et les priorités du cadre méthodologique	Qualité et cohérence du cadre méthodologique ; difficultés d'intégration des développements méthodologiques individualisés des différents pays; difficultés à produire des résultats communs et des études de cas comparatives	Faible	Le cadre est suffisamment flexible pour s'adapter aux spécificités de chaque pays
Faible implication des institutions nationales compétentes et faible utilisation des résultats par les acteurs nationaux	Retard dans la mise en œuvre du projet ; manque d'appropriation du programme et mauvaise visibilité de son impact	Faible	Lettre claire de demande du gouvernement et vif intérêt de la part des divers intervenants ; importance du suivi auprès des autorités nationales, des parties prenantes nationales et du comité de pilotage multipartite
Changement de gouvernement, changements de ministères, émergence de nouvelles priorités	Impact limité du projet par rapport aux priorités politiques	Faible à moyenne	S'assurer que plusieurs parties prenantes au-delà du ministère responsable sont fortement impliquées dans la gouvernance du projet



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence [CC BY-NC-SA 3.0 IGO](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/)